



Mémoire présenté au Comité de la condition féminine dans
le cadre de son *Étude sur la sécurité économique des
femmes au Canada*

À l'attention de : Danielle Widmer, greffier du Comité permanent de la
condition féminine (FEWO@parl.gc.ca)

Présenté le mardi 7 mars 2017

Préparé par la Fédération canadienne des femmes diplômées des universités

Bureau national

331, rue Cooper, bureau 502

Ottawa (Ontario) K2P 0G5

Résumé :

Au Canada, les femmes ont fait de grands pas en matière d'égalité au cours des dernières décennies. Plus que jamais, les femmes occupent des emplois rémunérés et elles représentent la majorité des étudiants dans la plupart des champs. Malgré ces avancées, il existe toujours de nombreux enjeux et obstacles auxquels elles sont confrontées. Ces obstacles les empêchent d'atteindre une réelle égalité dans les résultats, en particulier sur le plan de la sécurité économique et de la participation égale à l'économie canadienne. Trois principaux facteurs contribuent à l'inégalité économique des femmes ainsi qu'au taux élevé de pauvreté parmi elles : la distribution du travail non rémunéré, la sous-évaluation des tâches traditionnellement exécutées par des femmes, et les normes sociales selon lesquelles les hommes se font offrir des salaires plus élevés et davantage de possibilités de promotion.

La Fédération canadienne des femmes diplômées des universités (FCFDU) est une organisation, non partisane, bénévole et autofinancée qui compte plus de 100 clubs situés dans chaque province du Canada. Elle fait avancer la cause des femmes, défend les droits de la personne, favorise l'accès à l'éducation publique, la justice sociale et la paix. Chaque année, la FCFDU et ses clubs accordent près de 1 M\$ à des femmes pour les aider à poursuivre leurs études postsecondaires.

D'après l'organisme Catalyst Canada, la disparité salariale entre les sexes est deux fois plus importante au Canada que la moyenne globaleⁱ. Au pays, les femmes qui travaillent sont moins nombreuses que les hommes, et les femmes sont plus susceptibles d'occuper des emplois à temps partiel ou précaires. Comment est-ce possible alors qu'un plus grand nombre de femmes font des études supérieures? Quel que soit leur niveau de scolarité, les femmes qui travaillent à temps plein toute l'année gagnent **en moyenne 28,7 % de moins que les hommes**ⁱⁱ.

Cet écart de rémunération s'explique en partie par la sous-représentation des femmes dans certains des métiers les plus lucratifs et où la demande est la plus forte, notamment les métiers spécialisés, les domaines scientifiques ainsi que de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STIM). Dans les cinq métiers les plus populaires en 2012, les femmes ne représentaient que 2,7 % des professionnelsⁱⁱⁱ. Nous encourageons le gouvernement fédéral à accroître le financement et le soutien des femmes qui font leur entrée dans les domaines STIM, à l'aide de programmes de mentorat et de formation ainsi que des subventions.

Les femmes gagnent moins que les hommes en partie parce qu'elles assument plus de responsabilités liées aux soins de personnes. Au Canada, les femmes effectuent en moyenne les deux tiers de tout le travail non rémunéré, ce qui représente une valeur annuelle d'environ 319 G\$. Lorsqu'une femme doit donner

la priorité aux soins des enfants, d'un parent ou d'une autre relation, cela l'empêche de participer pleinement à l'économie. L'enjeu de la rémunération d'une grande part du travail effectué par les femmes a des conséquences directes et graves sur leur sécurité économique, leur santé et leurs possibilités économiques^{iv}.

Les domaines dans lesquels les femmes sont majoritaires, tels que les soins de santé, le travail social et l'éducation, continuent d'être sous-évalués par la société. En investissant dans les domaines dans lesquels les femmes sont majoritaires, le gouvernement fédéral a l'occasion d'être l'instigateur d'un changement de paradigme quant à la façon dont la population canadienne perçoit et valorise le travail. Il faut élaborer des plans précis de recrutement et de maintien en fonction d'un plus grand nombre de femmes dans les domaines où elles sont sous-représentées, notamment en s'attaquant aux obstacles qu'elles doivent surmonter comme **la discrimination en milieu de travail, le manque de souplesse des modalités de travail, le harcèlement sexuel et l'accès à des services abordables de garde d'enfants**^v.

Parmi les pays industrialisés, le Canada affiche l'un des taux d'accès aux services de garde les plus faibles et investit considérablement moins que ses homologues de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) dans les services de garde. Par exemple, au Canada, seulement 40 % des enfants de moins de six ans sont inscrits aux services de garde, ce qui est inférieur aux normes de l'OCDE^{vi}. Les frais de garde d'enfants du pays sont parmi les plus élevés des pays de l'OCDE, ce qui rend la tâche de trouver un service de garde d'enfants abordable particulièrement difficile pour les parents monoparentaux^{vii}.

Il existe des données probantes que le fait d'investir dans les services de garde d'enfants offre les plus grands avantages de toute stratégie qu'un pays peut adopter. Les études économiques démontrent sans cesse que les avantages multigénérationnels d'investissements orientés et responsables dans l'apprentissage et la garde des jeunes enfants l'emportent sur les coûts, et ce, dans une proportion d'au moins deux sur un^{viii}. De plus, l'accès à l'apprentissage et à la garde de jeunes enfants améliore la santé, fait progresser l'égalité des femmes, réduit le crime, atténue la pauvreté chez les enfants et au sein des familles, et accroît l'inclusion sociale communautaire^{ix}.

L'expérience du Québec¹ confirme également les constatations des études sur plusieurs pays menées par l'OCDE et d'autres organismes, qui ont constaté que les services de garde subventionnés contribuent à stimuler la participation des femmes au marché du travail^x. Le fait d'investir dans les services de garde

¹ Vingt ans après la création du programme de garde d'enfants du Québec en 1996, **70 000 mères de plus ont pu faire leur entrée dans le marché du travail**, ce qui s'est traduit par une augmentation de **5,1 G\$** de revenu brut du Québec.

d'enfants produit l'un des plus grands rendements des investissements qu'un gouvernement peut obtenir. Voici une occasion d'investir dans les femmes, les enfants et les familles du Canada, et de faire une différence. Il est temps d'instaurer un système national pour l'apprentissage et la garde des jeunes enfants.

Bien que certaines mesures fédérales contribuent à améliorer le bien-être économique des travailleuses à faible revenu, en particulier le Supplément de revenu garanti pour les femmes âgées, de trop nombreuses femmes continuent de vivre dans la pauvreté et ont du mal à trouver et/ou à conserver un logement abordable. Par conséquent, il est impératif d'accroître leur accès à l'aide sociale et aux études de même qu'aux programmes sociaux et d'études, à de bonnes possibilités d'emploi, et à un logement sécuritaire et abordable.

Comme un plus grand nombre de femmes font des études supérieures, il faut que le gouvernement s'engage de façon durable à promouvoir et à soutenir leur entrée dans les domaines STIM. Cependant, tant que les causes sous-jacentes des écarts de rémunération ne seront pas traitées, les femmes dans tous les domaines n'atteindront pas la sécurité économique. Aujourd'hui, le Canada se retrouve à un carrefour. S'il instaure les politiques appropriées, il peut devenir un chef dans la protection de la sécurité économique des femmes, des enfants et des familles. La première étape est de mener une analyse comparative entre les sexes au sein de tous les programmes et les financements du gouvernement afin de déterminer les conséquences des programmes sur les femmes et les services de garde d'enfants.

Nous conseillons vivement au gouvernement de faire ce qui suit :

1. Élaborer une stratégie à court terme et une stratégie à long terme afin de financer un système national de services abordables de garde d'enfants de qualité en collaboration avec les gouvernements provinciaux et territoriaux.
2. Travailler avec les gouvernements provinciaux et territoriaux ainsi que les associations du commerce, du travail et de l'industrie, en vue d'élaborer une stratégie nationale visant à favoriser le recrutement et le maintien en poste de femmes dans des métiers spécialisés et d'autres emplois où elles sont sous-représentées (p. ex. science, ingénierie).
3. Investir dans les domaines dans lesquels les femmes sont majoritaires, tels que les soins de santé, l'éducation et le travail social.

ⁱ Beach, Mary. « Gender Pay Gap in Canada More than Twice Global Average, Study Shows. », *The Globe and Mail*, Vancouver, 5 mai 2015,

<URL:<http://www.theglobeandmail.com/news/british-columbia/gender-pay-gap-in-canada-more-than-twice-global-average-study-shows/article24274586/>> [DISPONIBLE EN ANGLAIS SEULEMENT].

ⁱⁱ CONDITION FÉMININE CANADA. *Coup d'œil sur la situation des femmes au Canada : sommaire statistique*, 2012.

ⁱⁱⁱ STATISTIQUE CANADA. *Système d'information sur les apprentis inscrits (SIAI), Formation des apprentis inscrits, les achèvements, selon le groupe d'âge, sexe et les grands groupes d'occupation* (en ligne), 2014,

<URL:<http://www5.statcan.gc.ca/cansim/a05?searchTypeByValue=1&lang=fra&id=4770054&pattern=4770054>>.

^{iv} <URL:<http://ipolitics.ca/2013/09/27/putting-a-value-on-womens-work/>> [DISPONIBLE EN ANGLAIS SEULEMENT].

^v Mclean, D. *Workplaces that Work: Creating A Workplace Culture that Attracts, Retains and Promotes Women*, 2003,

<URL:<http://www.socialservices.gov.sk.ca/workplaces-that-work.pdf>>.

^{vi} Finn, Ed. « Inequality At Its Worst: The Scrooges in Canada are stealing our kids' Christmas », *Centre canadien de politiques alternatives*, 1^{er} décembre 2012,

<URL:<https://www.policyalternatives.ca/publications/monitor/inequality-its-worst>> [DISPONIBLE EN ANGLAIS SEULEMENT].

^{vii} D'Aliesio, Renata. « Canadians Can't Complain: Better Life Index », *The Globe and Mail*, 24 mai 2011,

<URL:<http://www.theglobeandmail.com/news/national/canadians-cant-complain-better-life-index/article580753/>> [DISPONIBLE EN ANGLAIS SEULEMENT].

^{viii} Dallaire, Jody et Lynell Anderson. « The Fight for a Publicly-Funded Child Care System in Canada », *Centre canadien de politiques alternatives*, avril 2009, p. 26,

<URL:<http://www.policyalternatives.ca/sites/default/files/uploads/publications/National%20Office/2009/04/The%20Fight%20for%20a%20Publicly%20Funded%20Child%20Care%20System.pdf>>

[DISPONIBLE EN ANGLAIS SEULEMENT].

^{ix} *Ibid.*

^x Fortin, Pierre et coll. *L'Impact des services de garde à contribution réduite du Québec sur le taux d'activité féminine, le revenu intérieur et les budgets gouvernementaux*, Sherbrooke, Université de Sherbrooke, 2012.